

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Coup-d-Etat-rampant-au-Paraguay>

Un autre Honduras ?

« Coup d'Etat rampant au Paraguay »

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : mercredi 10 mars 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après l'avoir soutenu, par pur opportunisme, lors de son élection, certains partis politiques se retournent contre le président de gauche Fernando Lugo. Bien qu'ils fassent théoriquement partie de sa coalition, ils jouent ouvertement sa déstabilisation.

Dans le centre d'Asunción, la capitale du Paraguay, au numéro 710 de la rue Chile, entre deux hauts immeubles administratifs, la petite maison coloniale sans étage et aux fenêtres grillagées ne paie pas de mine. Sur le mur de l'entrée, une plaque dorée : Museo de la memoria (« Musée de la mémoire »). A l'intérieur, d'innombrables photographies illustrent les « années de plomb » de la dictature d'extrême droite du général Alfredo Stroessner (1954-1989), l'une des plus brutales du continent.

Dans ce dédale de salles obscures, on tombe sur l'ancien bureau du colonel américain Robert K. Thierry, qui vint former les sbires de Stroessner aux techniques de torture. Notamment celle qui demeurera la plus tristement célèbre, la pileta, une baignoire emplie d'excréments dans laquelle on plongeait les opposants, souvent communistes, jusqu'aux limites de leurs forces.

« Nous, les victimes de la dictature, on veut nous oublier »

Au fond du patio, le visiteur découvre deux cellules qui servirent aux tortionnaires. Deux baignoires l'attestent, ainsi que des instruments avec lesquels on envoyait aux récalcitrants des décharges électriques. Car ce musée, ouvert en 2006, se situe dans les locaux de ce qui fut la terrible Ecole technique, où défilèrent quelque dix mille victimes. « En tout, j'ai été arrêté dix-neuf fois, confie M. Waldimiro Valois Cabañas, 88 ans, venu en pèlerinage. De toutes les prisons que j'ai connues, cet endroit était le plus horrible. Je me souviens du commissaire Alejandro Schreiber, un authentique nazi ! » Raide et digne, M. Cabañas s'est aussi rendu au musée afin d'obtenir une réparation financière. « J'ai recopié toutes les informations nous concernant, mon frère et moi, pour demander une indemnité au gouvernement. Mais je n'ai pas grand espoir : nous, les victimes de la dictature, on veut nous oublier. Dans le Paraguay d'aujourd'hui, nous dérangeons car nous incarnons un passé honteux. »

Vingt ans seulement ont passé depuis la chute de Stroessner. Mais, à se promener dans Asunción, il semble que la dictature n'ait jamais existé. Hormis ce modeste musée, aucune plaque commémorative, aucune stèle en hommage aux dix-neuf mille huit cent soixante-deux détenus et aux dix-huit mille sept cent soixante-douze torturés [1]. Les hommes politiques, dont un bon nombre sont issus de l'« ancien régime », se taisent. Et les médias n'évoquent cette période qu'avec une infinie prudence.

A bord d'un taxi qui zigzague dans le micro-centro assourdissant d'Asunción, M. Cabañas désigne des commissariats de police. « C'étaient des centres d'interrogatoire et de torture qui avaient pignon sur rue. Aujourd'hui, ces lieux paraissent si normaux que, parfois, je me demande si nous n'avons pas rêvé notre enfer. »

L'heure est au Paraguay démocratique et... amnésique. Le 20 avril 2008, lassés par des décennies d'incurie, de corruption et d'autoritarisme à€” soixante et une années consécutives de domination sans partage du Parti colorado, dont Stroessner était membre à€”, 40,8 % des électeurs ont placé leurs espoirs dans la figure de l'« évêque des pauvres » Fernando Lugo, très engagé socialement, demeuré hors du sérail oligarchique et vierge de tout scandale financier [2]. Un séisme politique et symbolique dans ce pays qui, au cours de son histoire, n'a jamais connu de période dominée par une gauche démocratique.

Dans l'entourage de M. Lugo, on fait valoir que, si ce passé « gêne », la priorité doit être donnée à l'économie. Le

Paraguay, un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, ne manifeste aucun signe de décollage. Par ailleurs, la marge de manoeuvre du président est « très réduite » ou « quasi nulle ». Certes, le pouvoir a fait arrêter M. Sabino Montanaro, 87 ans, ministre de l'intérieur sous la dictature : revenant sûr de lui de son exil hondurien en mai 2009, le vieillard a été interpellé et placé en détention préventive dans le pénitencier de Tacumbú, près d'Asunción. Ses pérégrinations, entre la prison et l'hôpital militaire où l'homme est très malade, passionnent des Paraguayens stupéfaits de ce coup de théâtre, impensable jusqu'alors : un de ceux qui incarnaient la terreur du règne stronista (de Stroessner) comparaitra devant un tribunal !

« C'est évidemment une grande nouvelle, mais c'est aussi l'arbre qui cache la forêt. Aucun responsable militaire de la dictature n'a payé pour ses crimes. Au total, à ce jour, seuls cinq policiers et leur chef, Pastor Coronel, ont été condamnés à des peines de prison. Alors que les juges chiliens et argentins oeuvrent dans le bon sens, ici, c'est le règne de l'impunité ! » Professeur de droit, M. Carlos Portillo fut un des neuf membres de la Commission vérité et justice, entre 2003 et 2008. Cet organisme a été « soigneusement maintenu dans l'anonymat par les cercles médiatico-politiques », explique-t-il avec une moue de dépit.

Pourrait-il en être autrement ? L'Alliance patriotique pour le changement (APC), qui a porté M. Lugo au pouvoir, n'est qu'une coalition de huit partis politiques, parmi lesquels se détache le Parti libéral radical authentique (PLRA), dont est membre le vice-président Federico Franco. Les dirigeants de cette formation, rivale historique des colorados, ont aussi trempé (et trempent toujours) dans d'innombrables scandales de corruption. « Comment, dès lors, [M.Lugo] peut-il faire avancer sa grande promesse électorale, à savoir la réforme agraire ? », s'interroge Jorge Torres, chroniqueur du quotidien ABC Color.

Cette réforme, le Paraguay, pays éminemment agricole (l'élevage et l'agriculture représentent 30 % de son produit intérieur brut), l'a toujours reportée aux calendes grecques. D'après la présidence de la République, 1 % de latifundistes possèdent 77 % des terres, alors que deux cent mille paysans attendent, la rage au ventre, qu'ait lieu une nouvelle répartition. Environ cent mille autres sans-terre, ayant dans un premier temps grossi les banlieues des grandes villes (Asunción, Ciudad del Este), ont, depuis 2004, émigré aux Etats-Unis ou en Espagne.

Responsable de la Centrale nationale d'organisations paysannes, indigènes et populaires (Cnocip), M. Tomás Zayas lutte activement contre cette « injustice flagrante ». Et ne cesse d'encourager les sans-terre à occuper de grandes propriétés improductives, au risque pour ceux-ci d'être et c'est fréquent de se faire tabasser par des policiers ou des milices privées à la solde des latifundistes.

« En l'état actuel, toute justice foncière est impossible »

M. Zayas, lui, est parvenu à ses fins, en 1989, dans l'Alto Paraná, tout près de la frontière avec le Brésil. Aujourd'hui, sous sa direction, cent soixante-dix familles paysannes se répartissent sept cent soixante-deux hectares conquis de haute lutte dans une colonie baptisée « El Triunfo ». Des terres qui permettent de survivre, même si elles ne constituent qu'une misère comparées aux dizaines de milliers d'hectares des voisins, des cultivateurs de soja transgénique, en majorité d'origine brésilienne.

« Nous sommes une exception, dit M. Zayas. La plupart des communautés ne résistent pas face à l'avancée des gros producteurs. Il faut une réelle réforme agraire, sinon ce rouleau compresseur finira par paupériser tout le Paraguay rural. » Cultivé sur deux millions sept cent mille hectares, le soja transgénique nécessite très peu de main-d'oeuvre (un péon [3] pour cinq cents hectares), et une infime partie du milliard de dollars annuel qu'il génère retombe dans les caisses de l'Etat.

Mieux répartir les terres, mais comment ? L'Etat paraguayen n'a pas les moyens de les racheter. Il pourrait certes les

« récupérer », puisque des immensités ont été distribuées de façon arbitraire et illégale, sous la dictature, à des militaires ou à des entrepreneurs « amis ». Ici, on parle de tierras mal habidas à€” des terres mal acquises qui, souvent, dans ce chaos administratif, sont dotées de différents titres de propriété. Pour les nombreux paysans lésés, la seule possibilité d'obtenir gain de cause est la voie judiciaire ; des milliers de disputes foncières s'accumulent d'ailleurs dans les tribunaux. « On touche là le coeur du système, c'est-à-dire le pouvoir judiciaire, s'indigne Mme Mirta Barreto, présidente du Centre de services et d'études ruraux (CSER). Les juges sont ultracorrumpus et défendent donc les intérêts des latifundistes. En l'état actuel, toute justice foncière est impossible. »

Ce verrou judiciaire est l'un des pires obstacles pour les projets sociaux de M. Lugo. Sans la collaboration des magistrats, la réforme agraire restera à l'état de chimère. Il en est de même pour toute modification constitutionnelle qui donnerait les coudées plus franches au président. La partie est d'autant plus difficile que les neuf hauts magistrats du Tribunal suprême se sont autodéclarés inamovibles jusqu'à l'âge de 75 ans. « Un coup d'Etat permanent, s'indigne un diplomate occidental en poste à Asunción. Comment voulez-vous qu'un changement structurel ait lieu, alors que les arbitres indispensables à ce possible changement, de purs produits de l'ancien régime, y sont farouchement opposés ? »

« Ceux qui s'opposent au changement tiennent le pays »

Rien d'étonnant à cela : à la différence des autres ex-dictatures du Cône sud (Brésil, Argentine, Uruguay), le Paraguay n'a pas connu de véritable rupture. En 1989, le putschiste qui renversa Stroessner, le général Andrés Rodríguez, n'était autre que son gendre. Derrière une façade démocratique, il instaura un régime tout aussi autoritaire et impliqué au plus haut niveau dans la contrebande et le trafic de drogue. Le Parti colorado est resté aux commandes : quel que soit le nom des présidents successifs (Juan Carlos Wasmosy, Raúl Cubas Grau, Luis Angel González Macchi, Oscar Nicanor Duarte), le même système clientéliste est demeuré en place, avec la complicité active des juges, avocats, sénateurs, députés ou hauts fonctionnaires.

Quotidiennement, cet écheveau de complicités lié au Parti colorado ou au PLRA déverse sa bile contre M. Lugo, à travers une presse acquise à la cause conservatrice. Un jour, du fait de ses excellentes relations avec les pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA ; Venezuela, Bolivie, Equateur, Cuba, Nicaragua, etc.), il est accusé de « dérive populiste à la Hugo Chávez » ; le lendemain, il serait de mèche avec les « guérilleros » ayant séquestré M. Fidel Zavala, un éleveur dont l'enlèvement, en octobre 2009, a déclenché une vaste mobilisation.

Cette offensive a amené le président à limoger les plus hauts responsables militaires, le 6 novembre, sur fond de rumeurs de putsch. Il n'empêche... L'ombre du Honduras, où un coup d'Etat a renversé en juin dernier le président élu Manuel Zelaya, plane sur le Paraguay. Au fur et à mesure qu'il tente de mettre en place une politique de réformes, M. Lugo doit affronter le Parlement, où il ne dispose plus d'aucun appui, le PLRA ayant rejoint l'opposition de droite et d'extrême droite [\[4\]](#). De toutes parts s'exercent des pressions pour mettre un terme à son mandat ou pour le destituer, sous les prétextes les plus divers à€” le vice-président Franco ne manquant pas une occasion de signaler qu'il est « prêt à gouverner ».

« Ceux qui s'opposent au changement sont tout-puissants, ils tiennent le pays », constate Augusto Barreto, producteur musical et journaliste qui, avec Telediez.com (télévision sur Internet), traque les abus de pouvoir et les scandales de corruption touchant l'élite dirigeante. La cinquantaine, un humour décapant, l'homme ne manque pas de courage. Le 20 novembre 1995, quatre tueurs à gage ont assassiné son père, qui avait osé dénoncer les activités délictueuses du général Rodríguez. « Ce qui est inouï, confie-t-il, c'est la tranquillité avec laquelle se pavanent ceux qui ont été les pires éléments de la dictature. Comme ce Martín Chiola, intime de Stroessner et indécrottable sénateur colorado. Ou ce Diógenes Martínez, un tortionnaire nommé ensuite ministre des affaires étrangères et procureur général de l'Etat ! »

Toujours dans le centre de la capitale, se trouve le bureau du sénateur Alfredo Stroessner, le petit-fils du dictateur, décédé au Brésil en 2006. Carrure impressionnante et sourire séducteur, l'homme s'est imposé comme un des jeunes loups du Parti colorado. Il condamne les « atteintes aux droits de l'homme » de son grand-père, mais ne renie en rien son héritage. Partout où il passe, « Goli » c'est son surnom est reçu avec respect, quand ce n'est pas triomphalement.

Ce rejeton Stroessner a touché le gros lot, héritier d'une holding familiale (finances, construction, élevage, transports) et d'une partie de la fortune de son grand-père, estimée à 900 millions de dollars. Sûr de lui, il a déjà annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle de 2013, qu'il n'aura sans doute aucune difficulté à financer, se présentant d'ores et déjà comme... l'« homme du changement ».

François Musseau Journaliste, [LMD](#). Paris, mars 2010

[1] Chiffres établis par la Commission vérité et justice et rendus publics fin 2008. Le rapport estime le nombre de victimes directes et indirectes de la dictature à disparition forcée, exécution extrajudiciaire, détention, torture, viol et exil politique à 128 076.

[2] Le taux de participation de cette élection à la majorité simple en un seul tour a été de 65 %. Lire Renaud Lambert, « [Au Paraguay, l'élite aussi a voté à gauche](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2008.

[3] Travailleur agricole.

[4] M. Lugo ne dispose plus que de trois sénateurs sur quarante-huit et de deux députés sur quatre-vingts.